

temps de s'occuper de ces choses-là. L'environnement en Union soviétique l'intéresse beaucoup plus et il ne s'inquiète guère de choses pareilles. Il s'accommode trop bien de sa vie frivole pour s'attaquer aux problèmes vitaux avec lesquels ces gens-là sont aux prises.

Je doute que le premier ministre, pendant sa visite, ait le courage de mentionner le mot de cinq lettres «pêche». Il ne manquera pas de lâcher des gros mots, mais je doute fort qu'il parle de poisson avec des gens aussi évolués que les Soviétiques, nos pires ennemis en ce qui concerne la destruction des pêcheries.

M. le président: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais je dois signaler que son temps de parole a expiré.

M. McGrath: Monsieur le président, le comité accepterait-il de laisser le député de Gander-Twillingate terminer son exposé?

M. le président: Le député le peut sans doute avec le consentement unanime du comité.

Des voix: D'accord.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, comme le député de Saint-Jean-Est a parlé, ai-je raison de penser que je peux recommencer?

M. le président: A mon avis, le député a tort de le supposer.

M. Lundrigan: De toute façon, je tenterai de le faire, monsieur le président et je verrai si ma supposition est exacte. L'été dernier, les pêcheries de la côte du Pacifique ont posé une foule de problèmes, le ministre des Pêches a subi de nombreuses pressions émanant de cette province, à cause de la façon d'agir de l'Union soviétique, de ses démêlés avec certains pêcheurs locaux, de son outillage et ainsi de suite. Il s'ensuit que le ministre a pris l'initiative, comme il le convenait, d'organiser un entretien avec des représentants soviétiques. Ils se sont rencontrés et ont résolu la question.

Notre problème n'est pas tout à fait le même. Toutefois, nous sommes irrités parce que le ministre des Pêches a négligé d'inclure dans les pourparlers des représentants de la côte atlantique. Nous continuons à exercer des pressions sur le ministre, afin qu'il tienne une réunion de ce genre. En plus de ces réunions à un niveau administratif et autres il y a un domaine étendu qui pourrait faire l'objet de discussions bilatérales avec la France et les pays qui s'intéressent à nos pêches, mais on ne donne pas suite à cette affaire. Le ministre a répondu que si l'occasion se présentait, il soulèverait la question auprès de l'Union soviétique.

Le premier ministre en a également été informé. Il était censé se rendre en Union soviétique en octobre dernier, et nous savons qu'il a dû remettre ce voyage à plus tard à cause de la situation ici. Il a remis cette visite à ce mois-ci. Nous avons signalé au premier ministre la nécessité de soulever la question de nos ressources marines lors de sa visite en Union soviétique. Nous n'a-

vons pas obtenu une réaction très favorable de la part du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je ne lui en veux pas, car il ne comprend pas très bien les problèmes des pêches. Il est comme un poisson hors de l'eau. Je ne mets pas en doute sa compétence comme ministre, mais il n'est certes pas dans son élément lorsqu'il parle de conservation des ressources marines.

Quoi qu'il en soit, par suite de nos instances, nous espérons que le premier ministre serait renseigné avant sa visite en Union soviétique. Il était censé partir dimanche. Vers la fin de la semaine, rien n'indiquait qu'il ait été renseigné sur les pêches de l'Atlantique. Par conséquent, vendredi, avant son départ, des représentants de notre parti ont présenté des instances auprès du bureau du premier ministre afin que ce dernier inscrive la question de la conservation de nos ressources marines sur son ordre du jour. Nous avons demandé qu'il inclue aussi le problème du bien-être de la population de la région atlantique et l'importance de ces ressources pour le Canada dans ses entretiens avec le plus grand coupable dans le rapt de nos ressources.

On nous a répondu dans une ligne que le bureau du premier ministre avait reçu notre lettre. La situation du courrier n'est pas déplorable au point d'arrêter l'expédition d'une lettre, avons-nous supposé. Personne ne nous a assurés que le premier ministre s'engageait à aborder ce sujet ou, à vrai dire, n'importe quel autre avec les Soviétiques. Nous nous sommes adressés à cet égard au secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la Chambre qui nous a informés que les ressources marines figuraient à l'ordre du jour du premier ministre. C'est tout ce que nous avons appris. Il se peut qu'il en parle aux cocktails du soir et tout en dégustant du caviar. Comme celui-ci a peut-être quelque affinité avec les ressources marines il se peut qu'on l'inscrive au programme. Le caviar étant une ressource marine qui nous rappelle la détresse des pêcheurs, il devrait pouvoir se glisser dans certains entretiens. Cependant, je n'ai entendu parler de rien qui donnerait à penser que le premier ministre a fait connaître la position du Canada à l'endroit de nos ressources marines.

Il y aura demain dans la région atlantique une réunion de la CIPNA. A cette réunion prendront part les représentants des pays intéressés à la région atlantique de la CIPNA. Ces réunions ont lieu depuis 1949, c'est-à-dire depuis que nous faisons partie de la confédération canadienne. Je crois que des représentants de 12 pays assistent à ces réunions où il est question de ressources. Ils sont censés mettre en commun les données recueillies. Ils présentent des mémoires et font des recommandations. Depuis 1949 qu'il s'y fait des recommandations, on n'a donné suite à aucune d'entre elles, pour ainsi dire. Les données sont d'une telle insuffisance qu'il serait absurde d'essayer d'en tirer des conclusions. D'après l'un des membres les mieux informés de la CIPNA, à ces réunions on ne présente pas de données suffisantes pour en tirer des conclusions.

• (8.50 p.m.)

Le ministre des Pêches est prêt à déclarer à la Chambre et à la population canadienne que le gouvernement présente des instances à la CIPNA, et le ministre part demain pour présenter une communication lui aussi.